



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

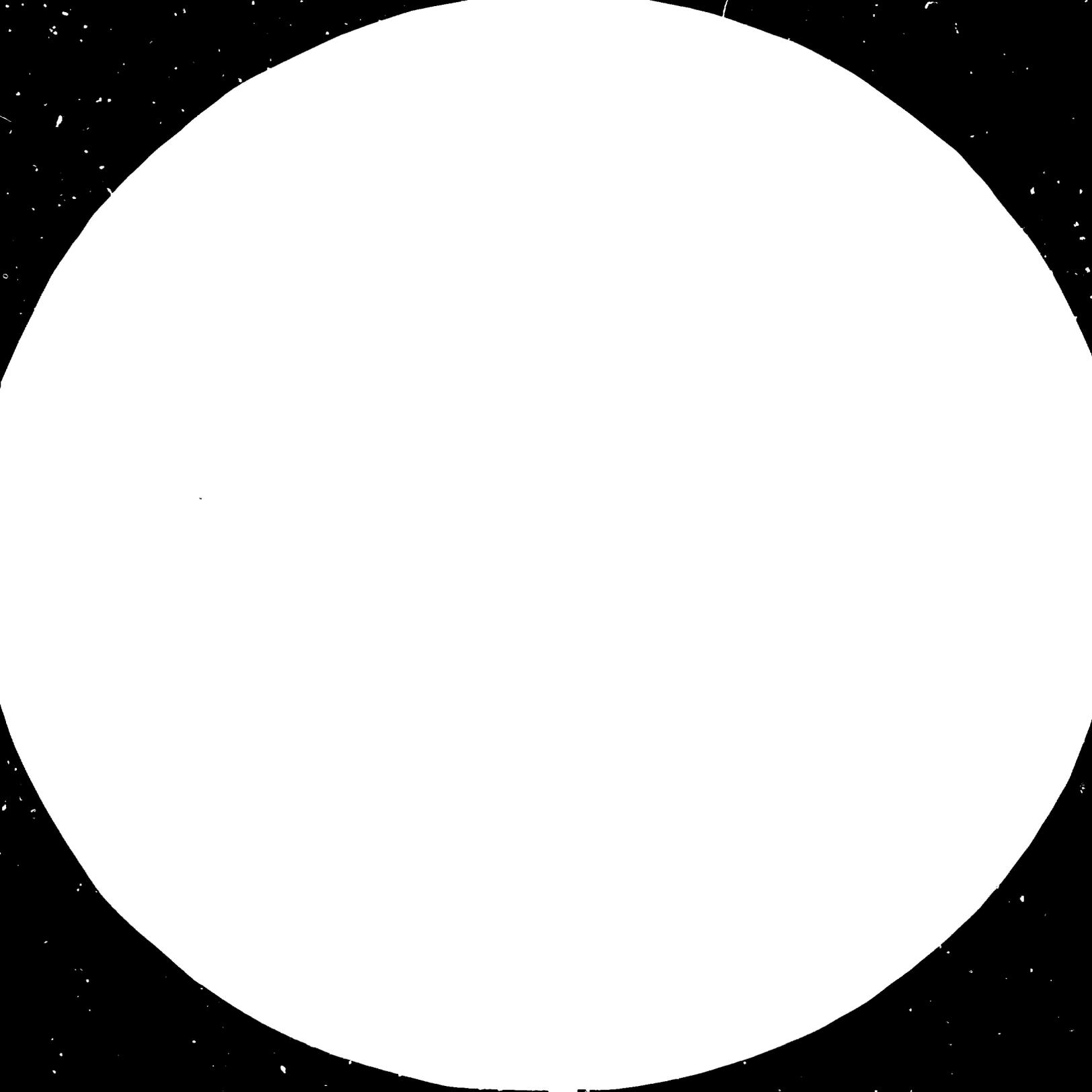
FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org





4.5



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART
NATIONAL BUREAU OF STANDARDS
STANDARD REFERENCE MATERIAL 1010a
(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



13878-F



Distr.
LIMITEE

ID/WG.427/3
24 juillet 1984

ORIGINAL: FRANÇAIS

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Deuxième Consultation sur l'industrie alimentaire
et plus particulièrement sur les huiles et
graisses végétales

Copenhague, Danemark, 15-19 octobre 1984

UNE APPROCHE DIFFERENCIEE
POUR L'INDUSTRIALISATION AGRO-ALIMENTAIRE
DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT *

Document de fond

Établi par

J.C. Simon
Consultant de l'ONUDI

2424

*Le présent document a été reproduit sans une mise au point rédactionnelle.

Les avis et opinions exprimées dans le présent document sont celles de
l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Secrétariat de l'ONUDI.

V.84-88745

PLAN DE LA NOTE

	<u>Page</u>
1. Dynamique industrielle dans le complexe agro-alimentaire. Le cas des pays industrialisés.	3
1.1 Des industries diversifiées, cloisonées en filières de production	3
1.2 Une dynamique de production adaptée à une consommation stabilisée en quantité mais évolutive en qualité	4
1.3 L'internationalisation du complexe agro-alimentaire des pays industrialisés	6
1.4 Quelques enseignements sur le processus d'industrialisation dans l'agro-alimentaire	7
2. Dynamique agro-alimentaire et différenciation des pays en voie de développement	9
2.1 La structure des complexes agro-alimentaires	9
2.2 La contrainte démographique et le système alimentaire	10
2.3 Les acteurs et les politiques d'industrialisation du complexe agro-alimentaire	12
3. Des stratégies possibles pour une meilleure intégration des complexes agro-alimentaires nationaux dans les pays en développement	13
3.1 La diversification des structures industrielles	13
3.2 Une multiplication des acteurs	14
3.3 Les politiques alimentaires dans le carcan économique	16
3.4 Une maîtrise et une adaptation de la filière "oléagineux-protéines animales"	17
<u>Annexes</u>	
Tableaux 1-5	19
Graphiques I-IV	24

POINTS-CLE DU RAPPORT

- A. Les industries alimentaires se construisent et s'étendent sur la base d'une relation étroite avec le milieu rural et avec l'agriculture nationale. Cette relation se distend au fur et à mesure de l'accès à de nouvelles sources d'approvisionnement. (paras. 1.3, 1.4, 3.2)
- B. La croissance du secteur agro-alimentaire s'accompagne d'une diversification des productions, de l'extension de l'activité des firmes vers la transformation des produits élaborés, à proximité de la distribution et de la consommation. (paras. 1.1, 2.3, 3.1)
- C. L'industrialisation de la transformation alimentaire a entraîné la réduction du caractère artisanal, dispersé des unités de production, la normalisation des techniques au niveau international. (paras. 1.3, 1.4, 3.2)
- D. Les industries alimentaires apparaissent de plus en plus liées aux formes de la consommation alimentaire urbaine : cette consommation définit le renouvellement de leurs productions ainsi que leur localisation et leur mode de commercialisation. (paras. 1.2, 2.2, 3.3)

Les industries alimentaires se voient reconnaître une place prépondérante dans l'activité industrielle de la plupart des pays industrialisés ou en voie de développement; au niveau du secteur manufacturier, ces industries assurent une part importante de l'emploi, avec un nombre élevé d'entreprises traduisant une concentration sectorielle un peu inférieure aux moyennes nationales.

Dans les pays en développement comme dans les pays industrialisés, les industries alimentaires apportent une contribution déterminante à l'amélioration quantitative et qualitative de la ration alimentaire, à travers un processus de transformation qui présente trois aspects :

(i) une transformation physique des produits, par le fractionnement, le traitement, la recombinaison;

(ii) une transformation géographique de produits ruraux vers les zones urbaines, d'une région ou d'un pays à un autre;

(iii) une transformation temporelle qui permet d'amortir les variations saisonnières de la production agricole.

Pourtant, la dynamique de structures et les évolutions récentes des industries alimentaires dans les pays industrialisés, se sont nettement distinguées de celles des pays en développement :

(i) Si les indices d'évolution de la production apparaissent nettement supérieurs dans les pays en développement de 1970 à 1980, la progression des salaires et de la productivité est plus favorable dans les pays industrialisés. Ainsi, dans les pays en développement, les salaires ont progressé de 2,2 pour cent annuellement de 1970 à 1978, contre 2,7 pour cent dans les pays industrialisés, la productivité de 2 pour cent contre 2,6 pour cent; ces chiffres traduisent la tendance à l'intensification de l'accumulation du capital dans les pays industrialisés; on observe en effet que l'intensité de capital croît de 2,5 pour cent de 1970 à 1978 dans les pays industrialisés, contre 1,9 pour cent dans les pays en développement.^{1/}

^{1/} UNIDO, Industry in a changing world, United Nations, New York 1983.

(ii) Cependant, les indicateurs les plus préoccupants se situent au niveau de la relation des industries alimentaires des pays en développement avec l'ensemble des structures économiques et sociales : alors que les niveaux de consommation (consommation apparente moyenne par tête) des pays en développement reste très inférieur à celui des pays industrialisés, les industries alimentaires parviennent plus difficilement que par le passé à satisfaire la demande nationale, et par conséquent, le recours aux importations tend à se généraliser :

Tous produits alimentaires	ratio production/cons.		ratio import/cons	
	1970-72	1976-78	1970-72	1976-78
Pays dév. E.M.	1,14	1,26	0,15	0,17
Pays en dév.	1,00	0,95	0,19	0,22

Différentes explications pourraient rendre compte de ces phénomènes, mais ce rapport se contentera de considérer les contraintes démographiques et socio-alimentaires, ainsi que la dynamique structurelle spécifique dans les industries alimentaires des pays en développement.

1. DYNAMIQUE INDUSTRIELLE DANS LE COMPLEXE AGRO-ALIMENTAIRE : LE CAS DES PAYS DEVELOPPES INDUSTRIALISES

1.1 Des industries diversifiées, cloisonnées en filières de production

Les trois principales filières (viande, lait, graines et céréales) assurent environ 60 pour cent de l'activité de transformation alimentaire mesurée en terme d'emplois ou de chiffre d'affaires. Cette part se monte à 25 pour cent pour la transformation des fruits et légumes, la filière sucre et la fabrication des boissons et alcools.

Au-delà d'une approche qui cloisonne les filières de façon verticale, selon les produits agricoles traités, il y a lieu de considérer la structure des niveaux de transformation : cette structure détermine largement les logiques des firmes (place du secteur coopératif), les formes d'entreprises (créneaux d'activités pour les petites et moyennes entreprises) et les performances industrielles (valeur ajoutée, rentabilité) de même que les contraintes qui pèsent sur la production (approvisionnement, intensité en capital, fragilité des produits).

Au niveau du prétraitement des produits agricoles (calibrage et conditionnement des fruits, des oeufs,...) et, dans une large mesure au niveau de la première transformation, les industries alimentaires apparaissent étroitement liées à l'agriculture. Cette situation justifie le développement du secteur coopératif; celui a constitué la base de l'industrialisation dans de nombreuses activités alimentaires dans les pays Européens (laiterie, meunerie, abattage, aviculture) et les groupes coopératifs se sont hissés au niveau des plus grandes firmes alimentaires nationales au Danemark, en France et en Hollande.

Si l'on excepte le prétraitement immédiat des produits agricoles, la première transformation apparaît comme le niveau requerant les plus fortes immobilisations en capital à la fois pour la transformation et pour la stockage des produits. Les économies d'échelle sont importantes. Elles poussent à restreindre la gamme des formats d'usines efficaces.

Au niveau de la deuxième transformation, les liaisons industrielles, les performances, comme les stratégies de firmes, permettent de distinguer deux domaines d'activité aux dynamismes inégaux :

(i) La deuxième transformation des produits traditionnels (conserverie, fromageries, salaisons,...) permet le maintien des petites et moyennes entreprises indépendantes : l'innovation en matière de produits est très limitée et les techniques nouvelles sont moins dépendantes des économies d'échelle. En effet, la capacité des installations est moins déterminante que les éléments liés au travail manuel, à la marque et à la commercialisation des produits. Cependant, le taux d'investissement et le poids des immobilisations - qui sont restés modérés dans la période où l'activité demeurait intensive en travail - tendent à s'élever rapidement du fait d'une mécanisation plus systématique des processus de production.

(ii) La deuxième transformation des produits élaborés constitue de plus en plus le créneau privilégié de redéploiement des grandes firmes nationales et multinationales. Celles-ci sont incitées à investir dans des activités telles que l'alimentation infantile, les plats préparés lyophilisés, les produits lactés et les desserts frais : elles trouvent à ce niveau une rentabilité supérieure à celle obtenue dans la production de masse banalisée, et elles peuvent tirer parti des barrières à l'entrée qui leur sont favorables - maîtrise des procédés élaborés, exigences de recherche-développement intensive.

L'importance de la valeur ajoutée à ce niveau de transformation s'accompagne d'un taux d'investissement relativement moins élevé qu'en première transformation; en effet, la flexibilité de l'appareil de production permet une utilisation intensive, et continue des installations pour obtenir des produits variés dont la contrainte de stockage est limitée par un système de distribution accélérée.

1.2 Une dynamique de production adaptée à une consommation stabilisée en quantité, mais évolutive en qualité.

Dans les pays développés, la croissance de la consommation s'est ralentie depuis le début des années 70; de l'ordre de 4 pour cent dans les années 60, le taux de croissance a chuté à 2 pour cent en France depuis 1974, et les tendances sont similaires pour les autres pays européens.

De ce fait, la croissance rapide de certaines activités de transformation alimentaire a voisiné avec des productions en faible progression, voire en déclin. Les nouvelles formes de consommation alimentaire sont produites par les évolutions sociales, en particulier le travail féminin, les repas pris hors du domicile, les nouveaux consommateurs (jeunes, personnes âgées).

Dans les pays européens, le poids de la consommation alimentaire dans le budget des ménages n'a cessé de régresser depuis 30 ans; selon les bases de calcul, le coefficient budgétaire de l'alimentation est proche de 40 pour cent ou même 30 pour cent (y compris boissons et tabac).

Coefficient budgétaire de l'alimentation
dans quelques pays européens

%	R.F.A.	U.K.	France	Italie
1950	35	32	39	49
1970	24	32	28	39
1978	21	31	25	36

La structure de cette consommation s'est transformée, au profit de produits plus élaborés, plus riches ou plus prestigieux. Ainsi en France, on note l'augmentation de la consommation de produits laitiers frais, de fruits, de produits transformés à base de viande, de pâtisserie industrielle, dans des proportions allant de 20 pour cent à 50 pour cent sur dix ans. La part des produits transformés est croissante dans l'alimentation des pays développés, qu'il s'agisse de fruits pour lesquels les pays de la C.E.E. progressent vers les 10 Kgs de consommation par tête, alors que les U.S.A. en sont à 26 Kgs/habitant ou de produits surgelés dont la consommation a presque doublé dans la C.E.E. depuis dix ans.

Si l'on écarte les différences culturelles nationales, la structure nutritionnelle des pays industrialisés est assez homogène : malgré quelques variations du revenu par tête d'un pays à l'autre, le niveau de la ration calorique par habitant par jour dépasse 3500, celui des protéines fluctue autour de 100 g/habitant - ces protéines étant principalement des protéines animales dans tous les pays considérés.

Nutrition de quelques pays européens en 1980

	P.N.B./hab	Calories/hab	Protéines totales (a)	Protéines animales (b)	Ratio b/a
Danemark	13120	3500	99.3	68.3	66.8
Espagne	5640	3300	97.2	50.8	64.2
France	12190	3400	105.3	67.6	52.3
Hongrie	2100	3530	94.3	48.3	51.2
Tchecoslovaquie	-	3470	98.8	58.7	59.4

1.3 L'internationalisation du complexe agro-alimentaire des pays industrialisés.

(a) Depuis la fin des années 70, les pays développés ont continué d'accroître leur part des exportations mondiales de produits alimentaires transformés, alors que le niveau relatif de leurs importations est resté stable vis-à-vis des autres groupes de pays. Dans le même temps, la tendance à l'accroissement de la part des pays en développement dans les importations mondiales s'est confirmée.

Les pays développés - essentiellement ceux à économie de marché - réalisent 80 pour cent de leurs échanges avec des pays du même groupe; cependant, l'accroissement de la demande alimentaire dans les pays en développement a élargi le marché international de certaines denrées : les produits alimentaires de base comme les céréales (pour l'alimentation humaine) mais aussi les produits laitiers, et les produits liés à la filière "oléagineux-protéines animales" - aliments du bétail, viandes,...

Par ailleurs, les pays développés ont accru leur autonomie dans le domaine des produits de base (sucre, oléagineux) en même temps qu'ils se rendent plus indispensables aux pays à déficit alimentaire structurel (pays exportateurs de pétrole, mais aussi pays agricoles non modernisés).

(b) L'accroissement de la part de la production exportée (en France le taux d'exportation a doublé de 1970 à 1982) s'est accompagné d'un intérêt grandissant des firmes agro-alimentaires pour les opérations de transfert de technologie. Ce phénomène a touché tous les types d'entreprises, dans les

divers niveaux d'activité de transformation alimentaire. Dans un contexte de crise du financement industriel, et face aux politiques restrictives des pays en développement, les firmes alimentaires des pays industrialisés ont souvent préféré l'élargissement de leur activité vers la vente de techniques à l'implantation (même en joint-venture) dans les pays en développement (cette stratégie ne crée pas de handicap quant aux possibilités ultérieures d'approvisionnement en produits semi-transformés dans ces pays, et évite d'alourdir les immobilisations en capital) :

(i) dans la première transformation, les entreprises de la minoterie, de la sucrerie, se sont intéressés à l'activité d'ingénierie dans les pays en développement - en particulier pour les réalisations clé-en-main, mais également pour la rénovation et la remise en état des installations.

(ii) Dans les productions plus élaborées, les stratégies d'industrialisation nationale autonome ont favorisé des accords de coopération technique - plutôt que d'implantation industrielle - des pays en développement avec les firmes des pays développés.

C'est le cas pour la fabrication des produits laitiers, des pâtes alimentaires, des jus de fruits, de boissons etc.

Ces accords ont pris la forme de vente de licences et de procédés, et d'assistance à la mise en route d'installations, et à la formation professionnelle. Les firmes des pays européens ont été particulièrement actives dans ce domaine : par exemple, les firmes italiennes pour le traitement des fruits et légumes, la deuxième transformation des céréales, les grandes firmes françaises pour les produits laitiers frais, les norvégiens pour le traitement du poisson.

1.4 Quelques enseignements sur le processus d'industrialisation dans l'agro-alimentaire.

La présentation des dynamiques contemporaines des industries alimentaires dans les pays développés permet de retirer des éléments d'analyse utiles pour les stratégies des pays en développement :

(i) Il apparaît que les industries alimentaires réduisent leur liaison privilégiée avec les systèmes agricoles régionaux qui leur ont donné naissance, au fur et à mesure que l'industrialisation et l'internationalisation se développent. Ce phénomène est particulièrement marqué pour les industries de deuxième transformation, et surtout dans la production d'aliments élaborés; l'adaptation aux exigences des marchés urbains entraîne une délocalisation des entreprises qui se situent de moins en moins dans les zones rurales. Ainsi, le complexe oléagineux-protéines animales pourrait-il apparaître à la limite intégré indépendamment de la structure agricole ou rurale traditionnelle, et en relation étroite avec les pôles de consommation urbains. De plus, les firmes tendent à privilégier les créneaux d'activités à forte valeur ajoutée (pas forcément les plus efficaces sur le plan nutritionnel) et à se diversifier dans des activités extra-alimentaires - ce qui peut favoriser une fuite du surplus agricole.

(ii) La croissance de firmes agro-alimentaires des pays industrialisés, dans un contexte de demande nationale stagnante, s'est accompagnée à la fois d'une concentration (un nombre réduit de firmes contrôle majoritairement le marché d'un produit) et d'une ouverture internationale des échanges; cette dernière se manifeste de deux manières, à la fois par l'accroissement de la part de la production exportée, et par le rôle croissant des importations de produits semi-transformés ou ayant subi une première transformation simple.

(iii) Les industries alimentaires des pays développés sont de plus en plus intensive en capital, et elles ont cessé de créer des emplois. L'industrialisation contemporaine vise à l'intensification de la production, réalisée davantage avec des processus continus, en éliminant les à-coups liés à l'intervention humaine, même au niveau du contrôle et de la manutention. Ces techniques de la production intensive se posent de plus en plus comme normes de référence, et sont transmises au pays en développement à travers les ventes d'équipement, et, en particulier, d'ensembles "clé en main". Le caractère intégré de la filière oléagineux-protéines animales conduit donc à une interdépendance des techniques de production et de transformation des différents stades : production animale intensive nécessitant une alimentation industrialisée, et une maîtrise par l'industrie alimentaire de la transformation et de la distribution à grande échelle.

(iv) L'internationalisation des firmes et des techniques a favorisé, depuis une dizaine d'années, le transfert international des procédés et des savoir-faire alimentaires. Dans le contexte de renforcement de la concurrence mondiale, les firmes à base strictement nationale des pays développés se trouvent davantage disposées à entreprendre des opérations de coopération industrielle qu'à réaliser des opérations d'implantation définitive dans les pays en développement. Ces pays peuvent donc en tirer parti aussi bien pour la diversification de leur tissu industriel que pour l'amélioration de leur niveau technologique (formation professionnelle, maîtrise technique des équipements et procédés).

2. DYNAMIQUE AGRO-ALIMENTAIRE ET DIFFERENCIATION DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

Dans l'analyse des pays en voie de développement, cette note se réfère plus particulièrement au cas de 15 pays présentés dans la tableau 1. Ces pays ont été sélectionnés pour rendre compte de la réalité contrastée du développement du complexe agro-alimentaire selon les pays, et de la diversité des contraintes qui pèsent sur les politiques d'industrialisation dans ce domaine.

Le choix des pays, forcément arbitraire, visait à ne retenir que quelques cas révélateurs des processus contemporains de développement agro-industriel et des politiques alimentaires afférentes.

Sur les 15 pays retenus pour l'analyse :

- 3 sont de très grands pays, 8 des pays moyens, 4 des petits pays. La répartition continentale est volontairement équilibrée.

- 10 pays connaissent une urbanisation touchant 30 pour cent ou plus de la population, et plus de 50 pour cent pour 5 d'entre eux.

- 8 pays ont un potentiel de transformation alimentaire important puisque la valeur ajoutée en 1981 dans les industries alimentaires (référence ISIC 3110) est supérieure à 500 millions de dollars.

2.1 La structure des industries alimentaires

La croissance des industries alimentaires s'est insérée dans un contexte de progression soutenue de la production alimentaire par habitant dans l'ensemble des pays d'Amérique Latine et d'Asie présentés dans les tableaux de synthèse (tableaux 2 et 4); seule l'Afrique n'a pas bénéficié de cette tendance, à l'exception du Soudan.

L'indice de croissance de la production des industries alimentaires de 1975 à 1981 (tableau 2) est comparable à celui de l'ensemble de la production manufacturière dans les pays d'Amérique Latine et d'Asie, et même notablement supérieur dans trois pays asiatiques : la Corée, l'Indonésie, les Philippines. Les activités agro-alimentaires pèsent de façon différente dans l'économie des pays présentés : comme le montrent les données du tableau 2,

reprises dans le graphique I, la situation du Soudan et de la Haute-Volta apparaissent les plus extrêmes. En effet, respectivement 69 et 78 pour cent de la valeur ajoutée manufacturière y sont réalisés dans les industries alimentaires, et respectivement 38 et 41 pour cent de la valeur ajoutée totale le sont dans l'agriculture. A l'opposé, des pays tels que le Brésil, le Mexique, la République de Corée et la Malaisie ne tirent qu'entre 13 et 23 pour cent de leur valeur ajoutée totale de l'agriculture, et entre 11 et 16 pour cent de la valeur ajoutée manufacturière de l'industrie alimentaire (aliments et boissons confondues).

Au niveau de l'emploi, les indicateurs fournissent des éléments similaires :

- Dans les nouveaux pays industriels (Brésil, Mexique, Colombie, République de Corée) la population active agricole passe en dessous du niveau de 36 pour cent de la population active totale, et les I.A.A. représentent entre 7 et 20 pour cent de l'emploi manufacturier.

- Parmi les pays conservant une proportion élevée de la population active dans l'agriculture - de l'ordre de 50 pour cent - le niveau d'emploi manufacturier dans les industries alimentaires est également très variable : de 12 à 25 pour cent.

- Finalement, les pays essentiellement agricoles peuvent également avoir une industrie manufacturière diversifiée qui ne soit pas basée en priorité sur la transformation alimentaire : ainsi en Thaïlande et en Haute-Volta, alors que respectivement 75 et 95 pour cent de la population active sont mobilisés dans l'agriculture, l'industrie alimentaire n'assure que 15 pour cent de l'emploi du secteur manufacturier.

2.2 La contrainte démographique et le système alimentaire

Le premier indicateur avancé pour justifier les inquiétudes au sujet de l'équilibre alimentaire à long terme dans les pays en développement, est bien souvent d'abord la croissance globale de la population. Pourtant, cet élément n'est pas le plus significatif de la réalité sociale de ces pays, et une analyse plus fine est indispensable :

- Le graphique III, basé sur les données du tableau 3, montre qu'en terme de croissance, c'est bien celle de la population urbaine qui est la plus préoccupante dans les pays en développement. En effet, dans tous les pays considérés, sauf la Colombie, la croissance urbaine est supérieure à 3 pour cent annuellement (dans le cas de la population totale, ce chiffre est considéré comme le plafond au niveau mondial) et plus de la moitié des pays présentés ont un taux supérieur à 4 pour cent annuellement.

- Le tableau 3 permet de constater que la réduction de la part relative de la population agricole s'accompagne d'une progression annuelle faible - mais non négligeable - de cette population.

Ces éléments ne prennent tout leur sens qu'en référence aux autres réalités sociales de ces pays : par exemple, les disparités croissantes de revenu entre villes et campagnes favorables au milieu urbain, la transformation rapide des modes de consommation alimentaire dans les villes approvisionnés en proportion accrue avec des denrées importées.

Les données sur la démographie urbaine et sur la nutrition permettent d'établir que les pays en développement ayant atteint les niveaux les plus élevés d'urbanisation sont ceux dont le mode de consommation alimentaire s'est le plus modifié : ainsi le Brésil, la Colombie, la République Dominicaine, le Mexique, la République de Corée, ont un taux d'urbanisation qui a nettement franchi la barre des 50 pour cent de la population, et le graphique IV montre que dans ces pays, la part des protéines animales dans l'alimentation a beaucoup progressé. Dans ces pays, dont trois sont de "Nouveaux Pays Industriels", la consommation évolue qualitativement, en même temps que sa part diminue relativement dans le budget des ménages; les statistiques de la République de Corée indiquent que l'alimentation représentait 64 pour cent du budget moyen des ménages en 1962 et 52 pour cent en 1979. Par comparaison, un économiste marocain chiffre ce taux à 65 pour cent en 1981 pour son pays.

L'évolution qualitative de la consommation alimentaire est donc une tendance de fond liée à la fois à la hausse du revenu moyen des ménages (loi d'Engle) et aux nouvelles conditions sociales déterminées par l'urbanisation. Cependant, il faut remarquer que cette tendance n'exclut pas une certaine souplesse dans la rapidité d'évolution des habitudes alimentaires. De surcroît, il existe des différences nationales très marquées quant à l'adoption des formes de consommation basées sur les protéines animales, en particulier celles produites par l'agriculture (élevage bovin extensif ou intensif) : ainsi, en Corée, les protéines animales n'assurent que 20 pour cent de la ration en protéines, alors qu'au Mexique, pour un niveau nutritionnel équivalent, les protéines animales constituent 33 pour cent de l'apport.

Cependant, les statistiques globales montrent mal les différences qualitatives considérables dans les régimes alimentaires - différences liées autant aux structures sociales qu'aux habitudes nationales; ainsi les pays d'Afrique et d'Amérique Latine qui consomment principalement des viandes rouges sans en retirer un apport suffisant en protéines pourraient-ils améliorer leur nutrition en accroissant les apports de viandes blanches. De même on observe souvent une faible progression de la consommation de lait et une explosion de celle des boissons exclusivement caloriques (boissons gazeuses principalement, en Amérique Latine comme en Asie).

2.3 Les acteurs et les politiques d'industrialisation du complexe agro-alimentaire

L'histoire du développement des complexes agro-alimentaires des pays en développement éclaire les différences qui apparaissent entre les pays, entre les continents :

- Si l'industrialisation du complexe agro-industriel mexicain est largement redevable aux filiales des multinationales nord-américaines, en République de Corée le capital national a joué un rôle déterminant pour développer l'industrie alimentaire (sur la base des acquis de l'occupation japonaise pendant la deuxième guerre mondiale). Par ailleurs, au Mexique, l'industrialisation s'est donnée une forte logique agro-exportatrice, à partir d'un système agricole partiellement intensifié; à l'inverse, en Corée, la vocation exportatrice des industries alimentaires s'est transformée, et la réorientation vers le marché intérieur (qui absorbe 40 pour cent de la production transformée) s'est effectuée parallèlement au processus d'intensification de l'agriculture (au cours des années 70) et au rythme du renouvellement des formes de la consommation nationale.

- Actuellement, de nombreux pays parviennent à intégrer les différents éléments des filières alimentaires dans un processus d'industrialisation, sur des bases nationales - qu'il s'agisse des acteurs, des techniques ou des capitaux; cette tendance est manifeste au Brésil dans l'aviculture, la filière sucre. Des pays tels que la Thaïlande pour le riz, et le Sénégal pour les oléagineux pourraient parvenir à ce stade.

3. DES STRATEGIES POSSIBLES POUR UNE MEILLEURE INTEGRATION DES COMPLEXES AGRO-ALIMENTAIRES DANS LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

3.1 La diversification des structures industrielles

Plusieurs niveaux d'intervention s'offrent pour faire progresser l'industrialisation des filières alimentaires, qu'il s'agisse de corriger les distorsions actuelles dans les structures productives (hypertrophie de la transformation pour l'exportation, déficience de la production pour le marché national) ou de créer, ou renforcer le tissu industriel.

(a) Au niveau des industries de première transformation :

Il y a là une opportunité pour deux types de pays :

- d'un côté, pour les pays peu industrialisés où l'agriculture est peu intensive, comme au Sénégal et en République Dominicaine, afin de dynamiser le développement agricole;

- également pour les pays dont le complexe agro-industriel est en cours d'intensification (comme au Mexique, au Maroc) la marginalisation des systèmes extensifs peut être évitée et corrigée.

Il est donc souhaitable de favoriser la remontée des activités de valorisation des produits agricoles à proximité de l'agriculture. Ce choix devrait permettre le maintien d'une relation agriculture-industrie équilibrée, par exemple à travers le développement des établissements coopératifs installés en zone rurale. Ce type d'entreprise peut réaliser des productions traditionnelles (abattage et découpe des viandes, conditionnement des fruits et légumes) mais encore effectuer des transformations plus élaborées (pâtisseries, plats cuisinés, semi-conserves...). Ces activités fixent la main d'oeuvre rurale (victime des activités saisonnières ou du sous-emploi) et favorisent le maintien du revenu en zone rural. De plus, les circuits commerciaux et financiers que peut tisser un secteur coopératif sont favorables à l'amélioration des liaisons ville-campagne.

(b) Au niveau des industries de deuxième transformation :

L'enjeu principal du développement des industries de deuxième transformation réside dans un meilleur approvisionnement - en qualité comme en régularité - des grandes métropoles et des petits centres urbains. Ces industries contribuent également à façonner la ration alimentaire, et donc leur production devrait faire progresser le niveau nutritionnel.

Le marché urbain fournit donc de multiples créneaux d'activité qui restent à couvrir par la production locale - sans attendre qu'une firme multinationale crée l'activité marchande en repérant les besoins alimentaires internes ou en les suscitant.

Ce développement de la deuxième transformation s'impose :

- pour les produits à faible valeur ajoutée (produits traditionnels, aliments pour collectivités, aliments pour la consommation hors du domicile, dans la rue et sur les lieux de travail).

- pour les produits élaborés dont la demande est croissante, émanant des couches de population à revenus stables et élevés (produits laitiers frais, glaces et pâtisseries industrielles, plats cuisinés, produits surgelés).

3.2 Une multiplication des acteurs

(a) A l'heure actuelle, si le tissu industriel agro-alimentaire des pays en développement reste en général insuffisamment diversifié, cette situation est à mettre au compte d'une variété et d'un nombre trop limité d'acteurs. Certes, peu de pays ont livré leurs industries agro-alimentaires à des multinationales parasites, ou à un monopole d'Etat stérilisant, mais en fait, rares sont les cas de développement simultané du secteur coopératif, des petites entreprises privées, des firmes étrangères (pas toujours de qualité multinationale), et des groupes nationaux.

Il apparaît donc essentiel de favoriser l'émergence ou de renforcer la position d'acteurs plus divers dans le complexe agro-alimentaire en tenant davantage compte :

- des petits entrepreneurs ruraux dans la première transformation (laiteries, meuneries,...);
- des coopératives rurales qui peuvent étendre leur activité de la première à la deuxième transformation;
- des entreprises urbaines de petite dimension, qui s'adaptent étroitement au marché et à ses transformations dans divers domaines : boulangerie industrielle, boissons gazeuses, crèmes glacées, plats cuisinés;
- des entreprises d'autres secteurs d'activité susceptibles d'absorber et valoriser les sous produits des industries alimentaires (entreprises chimiques, para-chimiques, cosmétiques et pharmaceutiques).

Ces acteurs devraient bénéficier d'une réorientation de flux d'investissements nationaux (crédit aux Petites et Moyennes Entreprises, Crédit Coopératif) mais également de l'aide financière extérieure (multilatérale et bilatérale). Le financement étranger permettrait également de favoriser la coopération industrielle avec des firmes de même nature situées dans les pays industrialisés, et en particulier :

- les grands groupes coopératifs (qui disposent rarement d'implantations transnationales);
- les PME qui, malgré leur manque de moyens propres pour les opérations de coopération, peuvent transmettre une expérience et des techniques aisément assimilables.

(b) Une meilleure maîtrise nationale de la technologie agro-alimentaire apparaît comme un objectif complémentaire du précédent; il suffit pour s'en convaincre de recenser les établissements peu productifs largement subventionnés, les installations remises en état par des interventions extérieures payées très cher, le coût des importations de petits équipements de fabrication banale, et le faible potentiel des pays en développement dans la production des biens d'équipement pour les industries alimentaires.

La coopération industrielle avec les firmes alimentaires des pays développés est un moyen privilégié d'acquérir la technologie (les procédés, les savoir-faire non formalisés) et d'accélérer la formation des employés.

Cependant, il ne faudrait pas négliger pour autant les possibilités réelles de collaboration avec des constructeurs de biens d'équipement; ces relations pourraient être plus étroites et surtout plus durables qu'elles ne le sont, en se basant sur une politique de transfert de technique plus rigoureuse et plus volontariste. Cette politique peut bénéficier du renouvellement des capacités mondiales de production d'équipement alimentaire : en effet, les acteurs sont plus nombreux dans ce domaine compte tenu de l'accroissement du rôle des pays à économie planifiée (Tchécoslovaquie, R.D.A.) et de l'apparition de sérieux concurrents dans les pays en développement (Inde, Brésil, Corée, Taïwan). D'autre part, les concurrences sont vives entre les pays industrialisés - ce qui constitue un atout supplémentaire pour la négociation - du fait des stratégies d'extension d'activité des firmes d'équipement sur le créneau de matériels pour la production alimentaire des pays en développement (petits matériels "adaptés", installations compactes).

3.3 Les politiques alimentaires dans le carcan économique

A l'heure actuelle, la plupart des pays en développement se sont préoccupés de "stratégies alimentaires", puisque le terme est à la mode; tous sont confrontés à des tensions internes au niveau des productions rurales, à des déficits nutritionnels plus ou moins accentués, à des difficultés dans l'approvisionnement en produits courants, à des ajustements de prix et de subventions... mais plus rares sont les pays conscients des interconnexions dans le complexe agro-alimentaire.

Dans ce contexte, les enjeux des stratégies d'industrialisation des filières alimentaires se résument à cinq objectifs par ordre de priorité :

- assurer et améliorer l'alimentation des populations urbaines;
- stabiliser l'activité paysanne et l'alimentation rurale;
- diminuer le recours aux approvisionnements extérieurs;
- diversifier le tissu et dynamiser les acteurs du secteur manufacturier;
- contribuer au développement des techniques et de l'apprentissage national.

Ces objectifs se trouvent au point de rencontre de politiques industrielles, agricoles, de l'emploi, du commerce extérieur, de politiques sociales, foncières, etc. Ceci peut expliquer qu'une stratégie alimentaire aussi exemplaire que le système alimentaire Mexicain, premièrement soit tombée, victime des aléas politiques, et deuxièmement, n'ait pas été reprise dans d'autres pays à la recherche de "stratégies alimentaires".

Dans le même ordre d'idée, on peut penser que ce ne sont pas tant les ressources agricoles et alimentaires qui font défaut à la majorité des pays en développement, mais plutôt les décisions et les choix politiques.

Le cas de la République de Corée ou du Brésil montre les dilemmes auxquels les Etats doivent ou devront faire face dans le processus d'industrialisation du complexe agro-alimentaire ; protection de l'agriculture nationale/réduction du coût de l'alimentation urbaine, croissance des recettes d'exportation/stabilisation des prix intérieurs, protection des industries d'équipement locales/accès aux techniques performantes.

3.4 Une maîtrise et une adaptation du complexe "oléagineux-protéines animales"

Ce complexe peut être le moyen de tester la capacité de maîtrise du rapport production/consommation alimentaire au niveau national :

(i) en repérant la participation des acteurs locaux au processus d'allongement et de fractionnement de la chaîne alimentaire, parallèlement à l'intensification de la production;

(ii) en appréciant la corrélation entre le développement de cette filière et l'approfondissement ou la stabilisation de l'internationalisation des échanges et des techniques dont elle dépend.

En tout état de cause, cette filière doit être structurée en fonction des potentiels d'intégration dans les pays en développement, soit eu égard à la demande escomptée au niveau de la consommation intérieure, soit en liaison avec les capacités de production aux différents stades de la filière.

(i) Dans les pays agricoles faiblement urbanisés, à faible revenu par tête, ce complexe peut, au mieux, constituer le cadre d'une intensification de la production agricole, et le moyen d'une meilleure nutrition rurale. Au pire, ce sera un domaine de croissance extravertie et de dépendance en intrants, en techniques, en financement et en marchés finaux, vis-à-vis des pays qui auront contribué à sa mise en place. On pourrait étudier précisément ces enjeux dans le cas de divers pays (par exemple Indonésie, Tanzanie, Haute-Volta).

(ii) Dans les pays où l'agro-alimentaire est un secteur prépondérant, en cours d'industrialisation, et où de surcroît la croissance de la population urbaine modifie les lieux et les formes de consommation, le complexe intégré peut contribuer à la stabilisation des prix alimentaires et à l'amélioration de la nutrition. Cependant, il faut être conscient que la promotion d'un système "oléagineux-protéines animales" est une opération coûteuse en moyens matériels et humains; la situation du Maroc, des Philippines, du Sénégal, de la République Dominicaine, peuvent en témoigner.

(iii) Dans les pays plus industrialisés, extrêmement urbanisés, le complexe "oléagineux-protéines animales" trouve déjà une place privilégiée au côté des autres filières; les enjeux dans ce cas se situent au niveau d'une réelle maîtrise de l'intégration nationale (pour éviter que ne se créent des déficits en approvisionnements d'intrants coûteux; aliments du bétail, souches génétiques...) et également au niveau d'une définition du modèle alimentaire qui n'exclut pas les autres filières. Cette situation se retrouve, avec des variantes, en République de Corée, au Mexique, au Brésil.

Finalement, si la filière "oléagineux-protéines animales" apparaît comme un vecteur de l'industrialisation dans l'agro-alimentaire, elle n'est pas exclusive d'autres filières, qui peuvent être éventuellement des filières plus intégrées nationalement (aquaculture/produits de la pêche, ou céréales/protéines végétales).

TABLEAU 1. PAYS EN DEVELOPPMENT RETENUS POUR L'ANALYSE

VALEUR AJOUTEE dans les industries alimentaires (ISIC 3110) en 1981 Millions \$ 1975	TAILLE DES PAYS EN 1981								
	POPULATION < 10 M. hab.			POPULATION 10-50 M. hab.			POPULATION > 50 M. hab.		
Taux d'urbanisation ^{a/}	t < 30%	30% = < 50%	50% < t	t < 30%	30% = < 50%	50% < t	t < 30%	30% = < 50%	50% < t
VA < 500 Mons \$	HTE.VOLTA	BOLIVIE SENEGAL	REP.DOMINI- CAINE	SOUDAN TANZANIE	MAROC MALAISIE				
500=V.A. < 1000 Mons				THAILANDE		COLOMBIE REP.COREE			
1000 Mons < V.A.					PHILIP- PINES		INDONESIE		BRESIL MEXIQUE

a/ taux d'urbanisation pop. urbaine/pop. totale

Source: ONUDI. BANQUE MONDIALE

TABLEAU 2. INDICATEURS SUR LES COMPLEXES AGRO-ALIMENTAIRES

PAYS	REPARTITION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT 1/				REPARTITION POPUL. ACTIVE		VALEUR AJOUTEE MANUFACTURIERE				INDICE PRODUCTION	
	Agricult.		Ind. Manuf.		Agric. Tot. 1981	IAA/MANUF.	1980 Mon\$ 75	Ind. agro-alim. 1/ %	Ind. alim. 2/ %	ISIC 3110 1981 (m\$ 75)	1981 MANUF	1075=100
	1960	1981	1960	1981								
BOLIVIE	26	18	15	14	50	28.9	389	-	50.5	89.4	127	135
BRESIL	16	13	26	27	30	12.9	44733	14	14.1	5440	143	134
COLOMBIE	34	27	17	21	26	20	3293	32	14	522	165	159
REP. DOMINIC.	27	18	17	15	49	38.8	931	72	56	480	126	114
MEXIQUE	16	8	19	22	36	14.3	29084	19	11.5	2455	142	134
HAUTE VOLTA	55	41	9	12	82	15	94	-	78.4	84.8	-	160
MAROC	23	14	16	18	52	18.2	1960	32	21.8	366	-	129
SENEGAL	24	22	12	15	77	48.5	348	52	31.8	70.6	-	79
SOUDAN	-	38	-	6	72	-	284	-	69	137	-	124
TANZANIE	57	52	5	9	83	24	237	-	32.5	51.5	-	109
REP. COREE	37	17	14	28	34	7.3	9843	17	8.5	872	240	252
INDONESIE	50	24	-	12	55	16.7	5546	29	20.1	1028	212	231
MALAISIE	36	23	9	18	50	13.7	2780	22	16.1	294	185	134
PHILIPPINES	26	23	20	25	46	22.7	5519	39	36.8	1478	143	164
THAILANDE	40	24	13	20	76	14	4355	-	20.8	558	-	105

Source : 1/ Banque mondiale
2/ ONUDI

TABLEAU 3. INDICATEURS SUR LA DEMOGRAPHIE

PAYS	POPULATION			POPULATION URBAINE ^{1/}		
	Millions 1981	Croissance % an 70/81	an 2000 project	Millions 1981	% pop.tot. %	tx. annuel 70/81
BOLIVIE	5.7	2.6	9	2.565	45%	6.9
BRESIL	125	2.1	177	85	68%	3.9
COLOMBIE	26.3	1.9	38	16.832	64%	2.6
REP. DOMINIC.	6.1	2.9	9	3.172	52%	5.3
MEXIQUE	71	3	115	47.57	67%	4.2
HAUTE VOLTA	6	2	11	0.66	11%	6
MAROC	21	3.1	40	8.61	41%	4.6
SENEGAL	6	2.7	10	2.04	34%	3.7
SOUDAN	19	3.1	34	4.94	26%	7.1
TANZANIE	19	3.4	36	2.28	12%	8.6
REP. COREE	39	1.7	52	21.84	56%	4.6
INDONESIE	150	2.3	216	31.5	21%	4
MALAISIE	14	2.5	21	4.2	30%	3.3
PHILIPPINES	50	2.7	76	18.5	37%	3.7
THAILANDE	48	2.5	69	7.2	15%	3.4

	POPULATION AGRICOLE ^{2/}		tx annuel	
	Millions 1981	% population totale %	1970	70/81
BOLIVIE	2.9	50.9%	2.4	0.75%
BRESIL	46.9	37.5%	43.4	0.31%
COLOMBIE	7	26.6%	7.8	-0.43%
REP. DOMINIC.	3.3	54.1%	2.7	0.80%
MEXIQUE	25.2	35.5%	23.1	0.34%
HAUTE VOLTA	5.7	95.0%	4.7	0.76%
MAROC	10.6	50.5%	8.6	0.83%
SENEGAL	4.3	71.7%	3.4	0.93%
SOUDAN	14.5	76.3%	11.5	0.92%
TANZANIE	14.9	78.4%	11.4	1.06%
REP. COREE	14.6	37.4%	16.2	-0.41%
INDONESIE	87.3	58.2%	81	0.30%
MALAISIE	6.6	47.1%	5.9	0.44%
PHILIPPINES	22.7	45.4%	19.9	0.52%
THAILANDE	36	75.0%	29.1%	0.84%

Source : ^{1/} Banque mondiale
^{2/} F.A.O.

Remarque : Les données des deux tableaux ci-dessus étant calculées sur des bases différentes, elles ne sauraient être comparées de manière arithmétique. Elles ne sont destinées qu'à fournir des ordres de grandeur.

TABLEAU 4. INDICATEURS SUR LA NUTRITION

Pays	P.N.B./Hab.		Nutrition 1980			Indice Prod.Alim/Hab. 1970/1980					
	\$ 1973	\$ 1981	cal/hab	Tot. prot. (a)	Prot. anim. (b)	1980 Ratio b/a	Ratio 1973	1970	1975	annual %	1981
BOLIVIE	230	600	2084	52.7	16.6	31.5%	27.1	101	116	0.5	104
BRESIL	760	2220	2447	59.3	22.6	38.1%	33.9	102	114	2	131
COLOMBIE	440	1380	2529	-	-	-	-	99	111	1.8	125
REP.DOMINIC.	520	1260	1980	44.6	18.2	40.8%	38.4	101	95	0.5	102
MEXIQUE	890	2250	2791	72.2	23.9	33.1%	26.7	100	100	0.3	111
HAUTE VOLTA	70	240	1791	64.5	6.8	10.5%	10.6	102	99	-0.5	97
MAROC	320	860	2628	69.6	10.6	15.2%	15.3	96	84	-1.8	75
SENEGAL	280	430	2406	-	-	-	-	83	118	-1.8	90
SOUDAN	130	380	2447	69.9	18.5	26.5%	28.8	100	106	0.4	104
TANZANIE	130	280	2051	47.8	15	31.4%	30.3	104	100	-0.9	89
REP. COREE	400	1700	2957	80.4	16	19.9%	13	99	116	3.5	128
INDONESIE	130	530	2315	47.2	5.3	11.2%	11.3	102	108	0.8	123
MALAISIE	570	1840	2625	59.1	23.8	40.3%	32.9	100	118	3	142
PHILIPPINES	280	790	2275	51.7	18.5	35.8%	38.4	102	111	2.1	121
THAILANDE	270	770	2308	47.5	12	25.3%	24.4	100	119	2.8	141

Source : F.M.I., F.A.O.

Remarque : (a), (b) en grammes par habitant par jour.

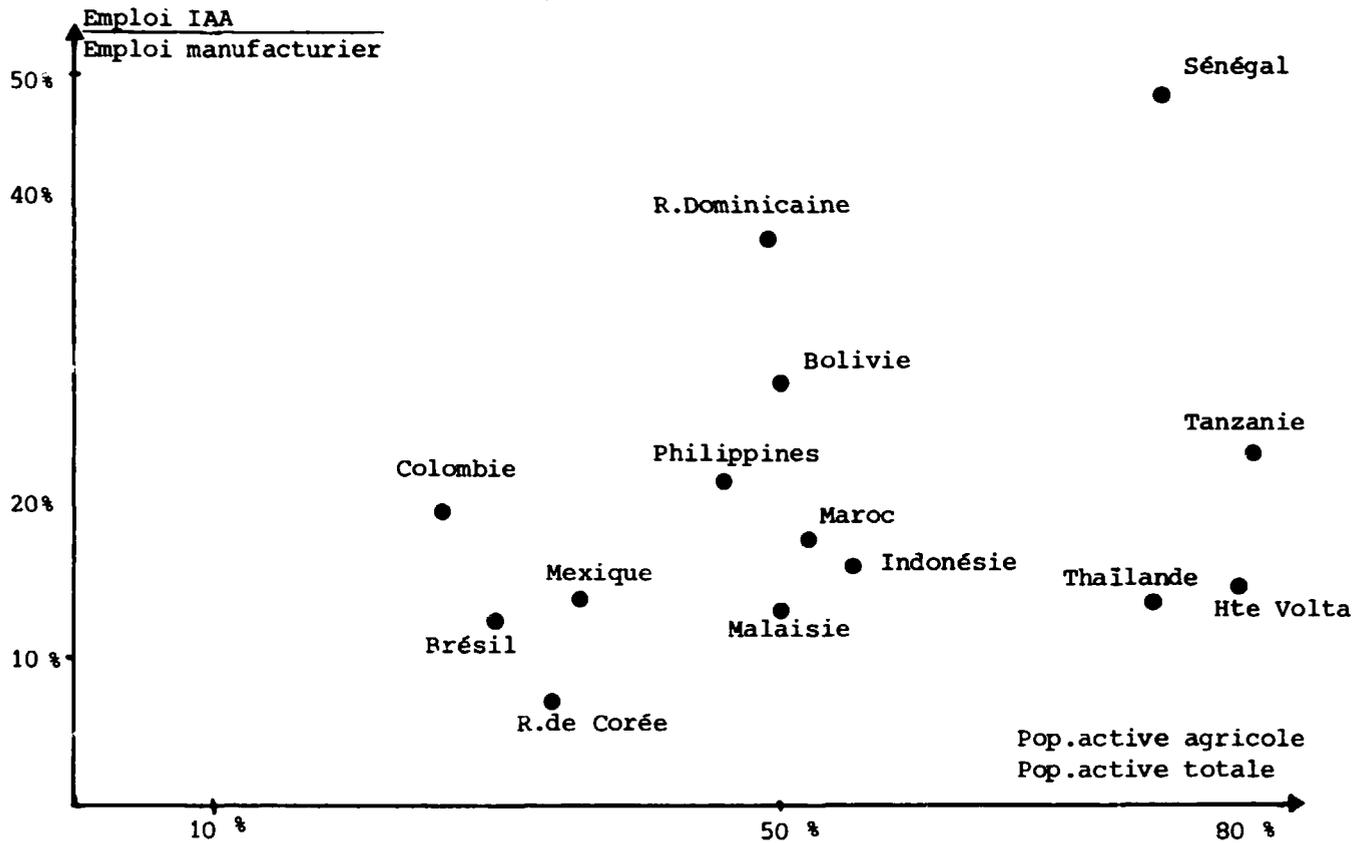
TABEAU 5. INDICATEURS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR

IMPORTATIONS ALIMENTAIRES CTCI 0,1,22,4						
Millions \$						
PAYS	1970	1975	1980	VAR. 75/70	VAR. 80/75	ANN. 80/75
BOLIVIE	31.9	97.6	100	205.96%	2.46%	0.21%
BRESIL	312	828	2395	165.38%	189.25%	9.66%
COLOMBIE	65	141	545	116.92%	286.52%	12.46%
REP. DOMINIC.	28	107	235	282.14%	119.63%	7.07%
MEXIQUE	113	848	2654	650.44%	212.97%	10.42%
HAUTE VOLTA	9.5	32	83	236.84%	159.38%	8.63%
MAROC	141	764	1020	441.84%	33.51%	2.54%
SENEGAL	55.5	143.5	255	158.56%	77.70%	5.12%
SOUDAN	66	178	390	169.70%	119.10%	7.05%
TANZANIE	17.5	143	161	717.14%	12.59%	1.04%
REP. COREE	341	1025	3123	200.59%	204.68%	10.16%
INDONESIE	103	596	1365	478.64%	129.03%	7.46%
MALAISIE	301	641	1266	112.96%	97.50%	6.09%
PHILIPPINES	135	396	647	193.33%	63.38%	4.36%
THAILANDE	70	141	491	101.43%	248.23%	11.45%

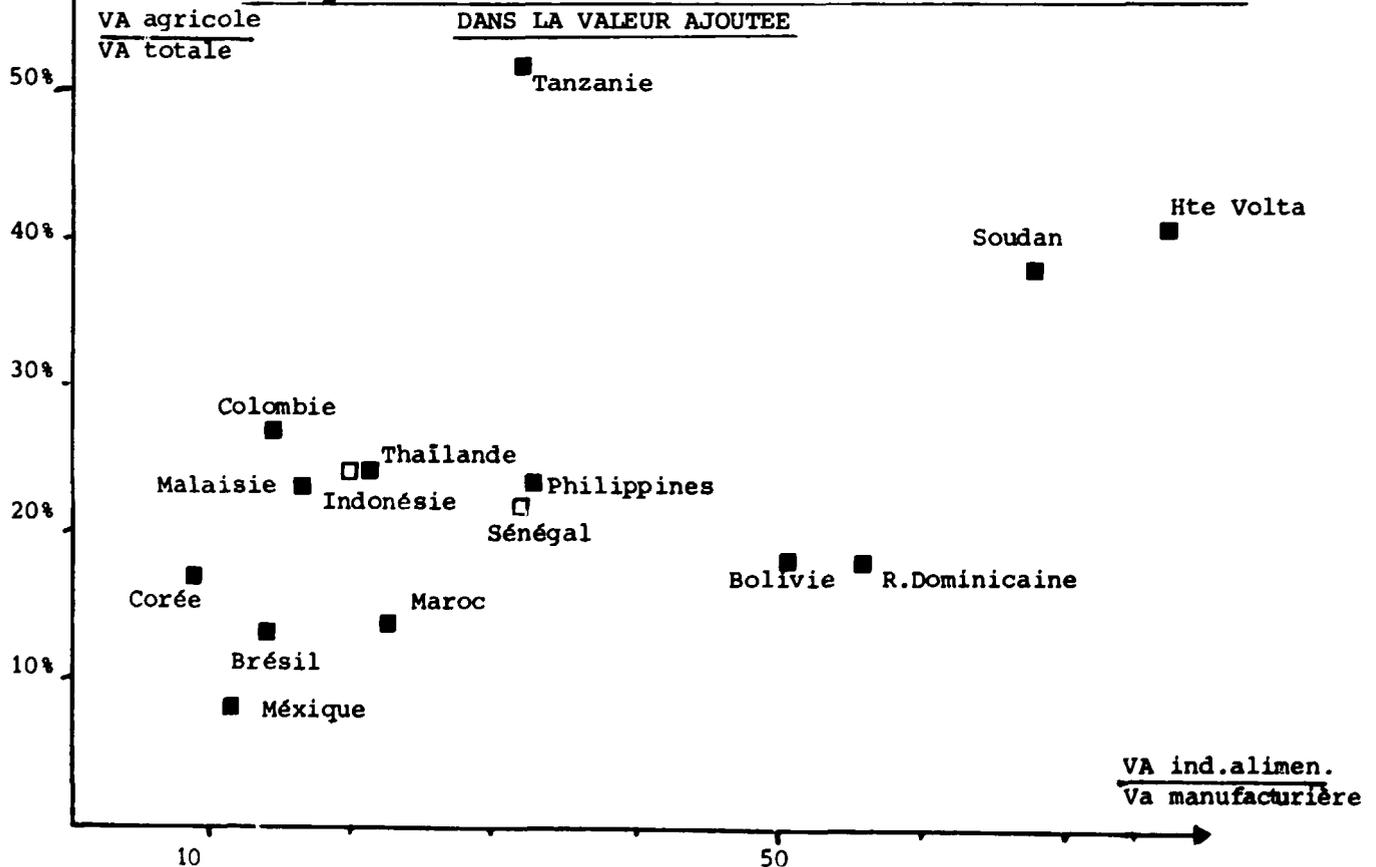
EXPORTATIONS ALIMENTAIRES						
	1975	1980	VAR. 80/75	ANN. 80/75	TX COUV. 75	TX COUV. 80
BOLIVIE	28	60	114.29%	6.84%	0.29	0.60
BRESIL	4700	9260	97.02%	6.07%	5.68	3.87
COLOMBIE	937	2840	203.09%	10.11%	6.65	5.21
REP. DOMINIC.	707	728	2.97%	0.25%	6.61	3.10
MEXIQUE	925	1837	98.59%	6.14%	1.09	0.69
HAUTE VOLTA	32.5	37	13.85%	1.13%	1.02	0.45
MAROC	385	675	75.32%	5.00%	0.50	0.66
SENEGAL	240	205	-14.58%	-1.36%	1.67	0.80
SOUDAN	180	275	52.78%	3.75%	1.01	0.71
TANZANIE	188	305	62.23%	4.29%	1.31	1.89
REP. COREE	660	1290	95.45%	5.99%	0.64	0.41
INDONESIE	570	1664	191.93%	9.75%	0.96	1.22
MALAISIE	885	1950	120.34%	7.10%	1.38	1.54
PHILIPPINES	1263	2070	63.90%	4.38%	3.19	3.20
THAILANDE	1340	2995	123.51%	7.24%	9.50	6.10

Source : F.A.O.

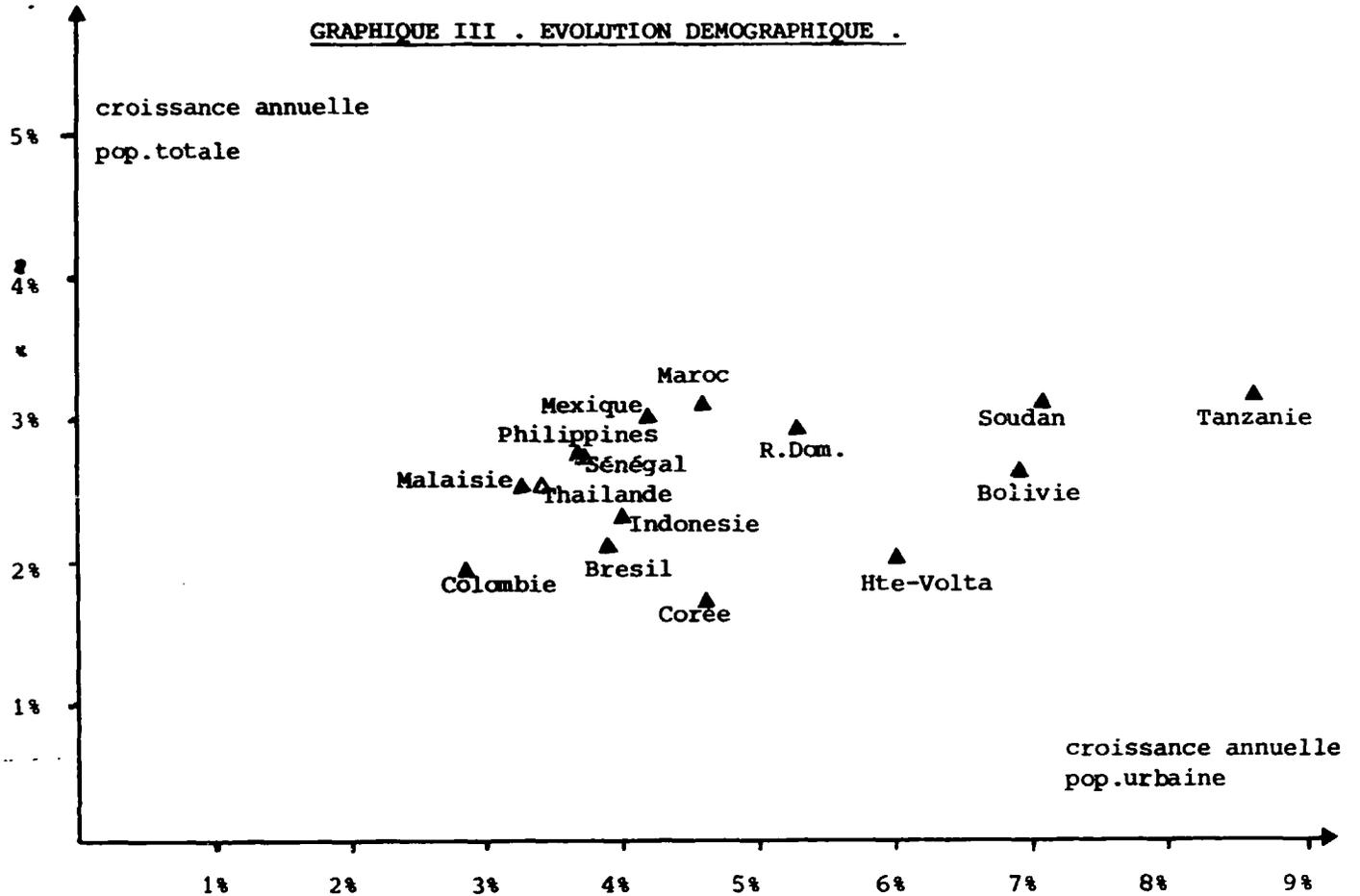
GRAPHIQUE I - PART DE L'AGRICULTURE ET DES INDUSTRIES ALIMENTAIRES DANS L'EMPLOI



GRAPHIQUE II - PART DE L'AGRICULTURE ET DES INDUSTRIES ALIMENTAIRES DANS LA VALEUR AJOUTEE



GRAPHIQUE III . EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE .



GRAPHIQUE IV. EVOLUTION DE LA NUTRITION ET DU REVENU/TETE .

